

**RAPPORT BIANNUEL 2009-2010 DES ACTIVITE  
DU CENTRE FOR ENVIRONMENT AND EDUCATION**

## **Titre des projets exécutés au cours des années 2009 et 2010:**

- I. Projet d'éducation environnementale des élèves et des enseignants du Lycée Bilingue d'Ambam et de l'école publique du Centre;**
- II. Projet de renforcement des capacités des populations de Nkolbikok II pour la résilience aux inondations;**
- III. Projet de construction d'un forage au Lycée de Lam;**
- IV. Atelier de renforcement des capacités des populations riveraines du parc national de Campo Ma'an pour le processus de cogestion.**

L'assemblée générale de la fin d'année 2010 tenue le Jeudi 31 décembre 2010 au siège de l'organisation à Ambam a permis de faire l'état de lieu des activités de l'organisation tout au long des années 2009 et 2010. Le présent rapport décrit les activités menées, le niveau d'exécution des résolutions de la dernière assemblée générale et les difficultés rencontrées.

### **I. Projet d'éducation environnementale des élèves et des enseignants du Lycée Bilingue d'Ambam et de l'école publique du Centre.**

Il s'agit d'un projet basé essentiellement sur le renforcement des capacités des élèves et des enseignants sur la problématique et la pratique du développement durable. Bien que le projet ait connu des difficultés pour son démarrage effectif à cause du calendrier scolaire, il s'est bien déroulé et ses objectifs ont été suffisamment atteints. Ce projet qui a duré neuf mois (une année scolaire au Cameroun) au cours de son exécution les activités du projet ont été conçues et validées conjointement par le personnel administratif et enseignant du Lycée bilingue d'Ambam, de l'école publique du Centre et les membres du CEE. C'est ainsi que deux campagnes de reboisement ont été organisées ainsi que deux visites d'étude au parc national de Campo Ma'an et au jardin zoologique de Mvog Bétsi à Yaoundé. Ces deux visites d'étude ont permis aux élèves et aux enseignants d'apprécier la conservation dans les parcs naturels et aussi dans les jardins zoologiques.



Elèves au jardin Zoologique de Mvog Bétsi

Plusieurs réunions de renforcement des capacités et d'évaluation ont été organisées avec les élèves et les enseignants. Les séances de restitution des acquis ont été organisées à la radio (Cameroun radio and télévision : CRTV, station régionale du Sud) Ce projet a bénéficié de l'appui technique des éco gardes des deux aires protégées et d'un animateur radio. Au niveau de la radio les activités se sont déroulées dans le cadre d'une émission intitulée : éducation environnementale en action tous les samedis à 14 heures. Dans le cadre des opérations de reboisement des plants nous a été offert gracieusement offert par le ministère de l'environnement et de la protection de la nature (délégation départementale de la vallée du Ntem)

Les activités de ce projet ont couté 400 US\$. La période de septembre à novembre 2009 a été consacrée à l'évaluation sommative du projet ainsi qu'à la validation de son rapport final.

Les problèmes rencontrés au cours de l'exécution de ce projet ont surtout été liés aux

- difficultés de déplacement des élèves sur les pistes en forêt (parc) et au jardin zoologique compte tenu de leur effectif élevé ;
- les désaccords dus aux emplois du temps surchargés des élèves qui ne leurs permettaient pas d'avoir suffisamment du temps pour les activités d'éducatons environnementales
- financements réduits qui ont constitué un facteur limitant pour mener certaines activités prévu dans le cadre de la première planification du projet. C'est ainsi que les vidéogrammes destinés à mieux renforcé les capacités des élèves et des enseignants ou des formateurs n'ont pas pu être achetés compte tenu de leurs coûts élevés.

## **II. Projet de renforcement des capacités des populations de Nkolbikok II pour la résilience aux inondations**

Nkolbikok II est situé dans un bas-fond qui est permanemment inondé chaque fois qu'il y'a des averses. Ainsi la résilience aux risques d'inondations y est très importante. C'est ainsi que depuis 2008, le CEE a entamé plusieurs activités dans le but d'améliorer les conditions de vie des populations dans un contexte de résilience aux inondations. Les causes de ces inondations sont géologiques (la topographie, sol ou substratum très hydromorphe, précipitations etc.) et anthropiques (constructions anarchiques et la mauvaise gestion des déchets).

Face à ces aléas et à cette vulnérabilité, les populations ont initié beaucoup d'activités visant à résoudre le problème. Notre action au cours de la recherche-action consistait à nous appuyer sur cette volonté locale et développer les activités innovantes pour la résilience aux risques d'inondations dans ce quartier.



Insalubrité et stratégies provisoire de résilience aux inondations à Nkolbikok II

La méthodologie utilisée tout au long de la période d'exécution est basée essentiellement sur la recherche participative et active des solutions appropriées pour la bonne gestion. Nous avons ainsi pu Identifier les principaux foyers d'inondations et établis les stratégies à court terme, à moyen terme et à long terme devant être mise en œuvre



Atelier participatif et actif de recherche //action pour la résilience aux inondations à Nkolbikok II

La situation géographique de ce quartier favorise la vulnérabilité des populations aux risques d'inondations. Par ailleurs les populations du quartier Nkolbikok II reçoivent d'importantes quantités de déchets provenant des quartiers situés en amont (Mélen VII A, Mélen VII B et Mélen IX). L'occupation anarchique des espaces associées à la surpopulation au sein du quartier et la production d'importantes quantités de déchets sans aucune stratégie participative et appropriée pour leur gestion, constituent les principaux facteurs qui accentuent les inondations dans le bas fond de Nkolbikok II.

Pour la résolution de ces problèmes plusieurs acteurs ont été impliqués, d'où la complexité de la mise en œuvre des stratégies. L'inappropriation du système de gestion des déchets demeure la principale préoccupation car l'importance du flux des déchets entraîne le comblement permanent de la buse sur le ruisseau Edzoa-Mballa au niveau de la nouvelle route de Nkolbisson. Les enquêtes prospectives de l'équipe de recherche ont également permis de reconstituer et de redynamiser l'équipe de pré collecte lors de la deuxième phase du processus participatif de recherche/action.



Seance de curage dans le ruisseau Edzoa Balla à Nkolbikok II

Les activités de curage ont également été menées par les populations au cours de la deuxième phase. D'une manière générale, les populations résilientes ont démontré leur engagement participatif et leur esprit de solidarité pour le développement au cours des activités de renforcement des capacités. Notre équipe compte sur cet engagement et la participation effective de la plupart des populations de ce quartier pour le suivi et la pérennisation des acquis de l'étude.



. Curage et renforcement des capacités des populations pour la résilience aux risques naturels à Nkoki-Biko II.

L'implication effective de toutes les parties prenantes et l'extension des contributions financière à plusieurs niveaux peuvent permettre le développement d'une résilience aux inondations du quartier Nkolbikok II basée sur le renforcement des capacités suivant une approche

participative. Les activités à mener dans l'avenir s'appuieront sur cette plate forme déjà mise en place.

Les difficultés rencontrées au cours de l'exécution de ce projet sont :

- l'inaccessibilité à certains endroits à cause de la promiscuité et de l'insalubrité galopante ;
- la non participation effective de certaines populations notamment certains jeunes lors des ateliers de renforcement des capacités et des travaux d'assainissement car ces jeunes ne maîtrisent pas encore les enjeux de la résilience aux inondations ;
- les mésententes entre les populations et les chefs de bloc pour la coordination des activités et la gestion du matériel distribué par le CEE; certaines personnes veulent s'accaparer du matériel d'assainissement pourtant il s'agit d'un matériel dont l'usage revient à toute la communauté.

Les activités de ce projet ont couté 1050 US\$. La période de Juin à Août 2009 a été consacrée à l'évaluation sommative du projet ainsi qu'à la validation de son rapport final

### **III. Projet de construction d'un forage au Lycée de Lam**

Le Lycée de Lam est situé à 50 km au Nord de la ville de Figuil. Cet établissement scolaire se trouve en milieu sahélien et est confronté à beaucoup de problèmes liés à la qualité de l'eau. La plupart des élèves et des populations de Lam s'approvisionnent dans les mayots qui sont des cours d'eau saisonniers. Ces élèves et ses populations sont ainsi exposés à plusieurs maladies liées à l'eau notamment les maladies du péril fécal et surtout le choléra qui est très fréquent dans la partie septentrionale du Cameroun.



Approvisionnement en eau et lavage du linge dans le Mayot Louti

. Au vue de ce contexte inquiétant pour les milliers d'élèves qui fréquentent cet établissement le CEE en partenariat avec Global Village Cameroon a entrepris la construction d'un forage à motricité humaine dans cet établissement Les travaux de construction ont été précédé par l'organisation de deux ateliers de sensibilisation sur l'utilisation durable de l'eau dans le contexte sahélien.



Puis traditionnel utilisé auparavant par les élèves et ancien forage abandonné car en panne.



Nouveau forage à motricité humaine construit par le CEE au Lycée de Lam.

La construction du forage a duré 6 mois, de Mars à Septembre 2009. A la fin du projet le CEE a réuni les parties prenantes principales notamment les élèves et les populations de Lam pour leur expliquer comment ce forage devrait être géré. C'est ainsi le proviseur du Lycée de Lam, le Chef de ce quartier et l'ensemble des populations de ce quartier ont mis sur pied un comité de suivi pour une gestion rationnelle de cet ouvrage. Un protocole d'accord a ainsi été établi entre le quartier Lam et le CEE pour que le comité de suivi soit évalué après chaque 6 mois à compter de Janvier 2010.

Les difficultés rencontrées au cours de l'exécution de ce projet sont :

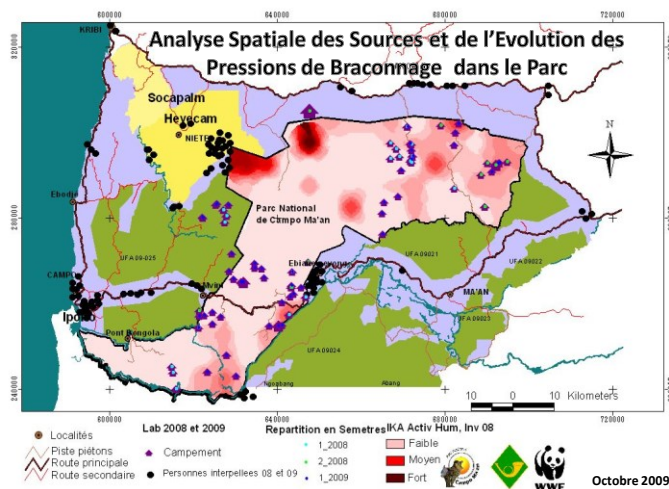
- la non implication de certaines populations qui ne maîtrisent pas encore les enjeux de la gestion durable de l'eau (qualité et quantité) ainsi que des technologies d'assainissement ;
- la latence du comité de suivi car certains membres veulent que leurs activités au sein de ce comité soient rémunérées ;
- les mauvaises habitudes socio-culturelles des populations de cette région septentrionale du Cameroun notamment le non respect des règles élémentaires d'hygiène, les repas communautaires, l'absence de latrines, etc.

Les difficultés évoquées ci-dessus sont préoccupantes car la gestion durable de l'eau nécessite une approche synergique et multisectorielle au lieu d'une démarche fragmentaire.

#### **IV. Atelier de renforcement des capacités des populations riveraines du parc national de Campo Ma'an pour le processus de cogestion**

Il s'agissait pour le CEE en partenariat avec la mairie d'Ambam, d'imprégner les populations riveraines du parc national de Campo Ma'an au processus de cogestion. Nous avons ainsi organisé le

samedi 20 Mars 2009 un atelier qui regrouper la plupart des populations riveraines du parc pou. Au cours de cet atelier des présentations sur les enjeux de la conservation participative ont été faites ar le CEE. D'une manière générale cet atelier s'inscrivait dans la logique toujours d'associer les populations locales à la gestion des parcs et réserves, Pour le CEE, les innovations ne manquent pas pour concilier la conservation et le développement socio-économique. Les dernières sont celles qui définissent les nouvelles formes d'aires protégées en mettant l'accent sur les bénéfiques économiques que l'exploitation de la grande faune sauvage peut apporter aux populations locales. En contrepartie, ces dernières doivent être impliquées davantage dans le contrôle anti-braconnage en vue d'améliorer les conditions écologiques des espaces protégés. Ainsi c'est tout le champ de la conservation qui cette fois-ci se trouve intégré dans l'univers social, comme « *moyen de développement économique, mais surtout comme dynamique d'une socialisation politique des régions riveraines des aires protégées.* » L'exemple des programmes CAMPFIRE au Zimbabwe et ADMADE en Zambie en sont les tentatives les plus connues sur le plan international.



Sources de braconnage au parc national decampo Ma'an et séance de renforcement des capacités des leaders locaux sur la conservation participative

En somme, nous avons établis avec ces populations que l'avènement d'une politique de la conservation par la participation locale au milieu des années 80 a favorisé une articulation profonde entre le développement et la conservation de la nature. C'est un nécessité pour tous les riverains du parc de Campo Ma'an de s'en approprié. En effet, on constate que la politique de conservation s'ouvre petit à petit aux problèmes sociopolitiques d'aménagement du territoire pour empêcher les critiques très sévères à son encontre, et qu'il essaie de se repositionner dans une perspective de « *développement durable.* » Malheureusement, ce passage important d'une « *conservation classique* » à « *une conservation participative* » reste incomprise au Cameroun.



**Focus group pour l'imprégnation des populations riveraines du parc national de Campo Ma'an à la conservation participative**

Les difficultés rencontrées lors de l'exécution de l'organisation de cet atelier sont :

- la non implication effective de certaines populations qui ne s'intéressent pas aux problèmes de développement et à la conservation participative;
- les difficultés de communication avec les populations cibles car certain ne savent ni lire ni écrire la langue française;
- le manque de collaboration entre les écogardes du par cet les populations cibles ce qui ne favorise pas un confiance dans le processus participatif de cogestion pour l'amélioration des conditions de vie des population locales ;
- le financement très limité qui ne nous a pas permis d'organiser plusieurs décentes dans les sites stratégiques de la zone périphérique du parc pour mieux évaluer les impacts du braconnage, de l'exploitation forestière, la collecte non durable des produits forestiers autres que le bois d'œuvre etc.

La législation nationale du Cameroun en la matière doit ainsi être revue. Ainsi l'exercice des activités humaines à l'intérieur des zones protégées doit être encadré pour véritable décollage socio-économique et culturel de ces zones. A la fin de cet atelier tous les participants ont souligné que la situation ne peut s'améliorer que petit à petit.

**Fait à Ambam le 31 Décembre 2010**

**Le secrétaire Général**

**Le directeur Exécutif**

**SYLVAIN KENTSAP**

**Noël TAMETA NGOUFFO**